

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières, mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL GALIBERT et FILS

18 route d'Alayrac
12500 Espalion

Références : 12-CARMIN-2025-21
Code AIOT : 0006800069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement SARL GALIBERT et FILS implanté La Gailhoute, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 Espalion. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GALIBERT et FILS
- La Gailhoute, Le Bois et Combe Fouillouse 12500 Espalion
- Code AIOT : 0006800069

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Espalion est une carrière de calcaire autorisée pour une durée de 19 ans pour un volume de 130 000T en moyenne. Elle dispose d'une installation de traitement des matériaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Phasage d'extraction	AP Complémentaire du 23/04/2020, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 16-1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 16/09/2016, article 16.1	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stabilité des fronts	AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2	Sans objet
2	Volume de production	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 4	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 17	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 13.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la poursuite de création de nouveaux fronts dont la hauteur est supérieure à 15 mètres. Il est rappelé à l'exploitant que le suivi géotechnique ne peut en aucun cas permettre de déroger à cette prescription réglementaire.

De plus, l'exploitation de la carrière est en avance d'environ 5 ans sur l'extraction envisagée en 2020. A ce titre, il est nécessaire de mettre en cohérence l'arrêté préfectoral et d'ajuster les garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stabilité des fronts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Stabilité
Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder, à une fréquence à minima annuelle, à un suivi géotechnique de l'ensemble des fronts (en exploitation et déjà exploités) et plus particulièrement du front Sud. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport du suivi géotechnique en date du 31 octobre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de suivre scrupuleusement les recommandations issues du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Volume de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Production
Prescription contrôlée : La production maximale est limitée à 250 000 tonnes. Exceptionnellement sur une période de deux années consécutives, la production maximale est portée à 300 000 tonnes. Cette période n'est pas reconductible.[...]
Constats : Le volume de production sur les trois dernières années est inférieur à 250 000 tonnes. Pour 2024 : 179 185t Pour 2023 : 174 560t Pour 2022 : 186 916t
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phasage d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/04/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Phasage
Prescription contrôlée : [...] Les plans de phasage correspondants sont joints en annexe.
Constats : L'exploitant est actuellement en fin de phase 2 (en avance sur son phasage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est précisé à l'exploitant qu'à ce rythme l'extraction sera finalisée pour 2030 et non 2035 (échéance de l'autorisation).
Une mise en conformité sur le phasage réel avec un ajustement des garanties financières est nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 16-1

Thème(s) : Autre, Cote extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres en cours d'exploitation. L'extraction se fait en dent creuse entre les cotes NGF 560m et 480m.

Constats :

L'exploitant poursuit l'extraction sur des fronts de hauteur supérieure à 15 mètres en réduisant la largeur des banquettes (inférieure à 5 mètres).
Les cotes d'extraction sont respectés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de respecter la géométrie des fronts et des banquettes à venir. Les fronts dont la hauteur est supérieure à 15 mètres font l'objet du suivi géotechnique annuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2016, article 16.1

Thème(s) : Autre, Cote extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres en cours d'exploitation. L'extraction se fait en dent creuse entre les cotes NGF 560m et 480m.

Constats :

L'exploitant poursuit l'extraction sur des fronts de hauteur supérieure à 15 mètres en réduisant la largeur des banquettes (inférieure à 5 mètres).

Les cotes d'extraction sont respectés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé au préfet un arrêté préfectoral complémentaire imposant à l'exploitant le piquetage de la phase 3 dont l'extraction est à ce jour non initiée. Le début d'extraction de cette phase fait l'objet d'une information préalable auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 17
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés à minima : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveaux ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, • les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, • s'il y a lieu, le périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Le plan d'exploitation consulté lors de l'inspection est daté de juin 2025. Il comporte l'ensemble des éléments précités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2016, article 13.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état de la carrière est coordonnée à l'exploitation, conformément aux dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté. [...]
Constats : La remise en état de la première phase est toujours en cours (remblais, talutage.).

Type de suites proposées : Sans suite